

L'éleveur de porc partagé entre fierté et inquiétude

Il élève 400 truies avec son associé, au cœur du Léon. Entre fierté et inquiétude, Pierre (*) témoigne de l'évolution constante et des difficultés de la production bretonne de porc.



Jean Le Borgne

● Des champs à perte de vue. À l'abri d'un vallon de la campagne léonarde, les bâtiments d'élevage se fondent presque dans le relief. Sabots aux pieds, le chef d'exploitation, la soixantaine, mesure les progrès réalisés par la production bretonne au cours des vingt dernières années. Une fierté presque balayée par la situation du marché qui rémunère les éleveurs bien en deçà du coût de production. La conséquence d'une hausse de 25 % du prix de l'aliment et, surtout, de cours au plus bas depuis l'amorce de la chute des prix, au printemps dernier.

À deux ans de la retraite, l'homme préfère garder l'anonymat, par « peur

d'un retour de bâton », pour dénoncer « la pression » subie par les éleveurs. « Je n'en veux pas aux gens, mais au système », martèle-t-il, pointant du doigt les incohérences d'une filière; notamment les groupements de producteurs et les banques qu'il juge trop éloignés des éleveurs.

De moins en moins de rentabilité

L'an passé, le sexagénaire pensait pourtant les difficultés éloignées. La marque Viande de porc française avait prouvé son efficacité. « Les consommateurs achètent de plus en plus français. Et pourtant, on nous demande de plus en plus de compétitivité avec de moins en moins de rentabilité. »

Inscrit depuis 20 ans dans une démarche qualité, Bleu blanc cœur, l'éleveur n'utilise plus les antibiotiques de façon systématique et nourrit ses porcs avec un aliment de qualité. Malgré tout, les résultats ne sont pas à la hauteur. « Cette niche de marché est aussi en perte de vitesse », confie l'éleveur, pointant du doigt la responsabilité de la grande distribution « qui ne référence plus » autant le label. Il reste pourtant persuadé que l'avenir de la production porcine est dans la diversité.

Dans ces circonstances, la pression sociétale n'est pas la préoccupation première de l'éleveur. Pierre estime d'ailleurs avoir continuellement progressé dans ses pratiques. « Jusqu'en 2000, c'est vrai, on ne se posait pas vraiment de questions sur l'environ-

nement et le bien-être animal. Qu'on donne des jouets aux cochons me rend malade, ce n'est pas un animal de compagnie ! Mais il faut faire d'une contrainte un avantage. »

Cette année, l'exploitation a réalisé près d'un kilomètre de talus plantés pour protéger le ruisseau voisin. Le lisier, lui, est en grande partie exporté en compost après être passé par la station de traitement créée en 2005

avec quatre agriculteurs voisins.

800 € de retraite par mois

Sans bénéficier des retours attendus de lourds investissements financiers et personnels, le Léonard craint pour l'avenir. Dans ce contexte économique, l'enjeu du renouvellement des générations est un véritable pari dans lequel il ne semble pas prêt à engager l'avenir de son fils, cinq ans après

avoir été rejoint par un associé.

À 60 ans passés, Pierre, « après avoir nourri pas mal de monde à pas cher malgré une qualité de produit qui a nettement évolué », ne peut même pas rêver d'une belle retraite. Il a fait son calcul qui lui laisse un sentiment amer : ce ne sera pas plus de 800 € par mois.

* Prénom d'emprunt

« Il y a de la place pour tout le monde ! »

Marine Le Clech

● Suite à la publication de notre enquête sur l'agriculture bretonne et notre appel à témoignages, nous avons reçu des dizaines de réponses. Avant tout, il ressort de ces témoignages la fierté du « métier » et de « nourrir les Français » malgré les difficultés. À l'image de ce producteur laitier du Nord-Finistère qui confie travailler 12 à 15 heures par jour et qui n'a pas pu prendre de vacances depuis trois ans : « J'ai réussi à bâtir une belle exploitation en famille ». Il passera le relais prochainement à son fils qui a fait le choix de passer en bio. À quelques kilomètres de là, cet éleveur porc conventionnel explique aussi sa fierté « d'avoir donné l'envie à son fils de reprendre l'élevage ». Ou cet autre laitier conventionnel qui « vit de son métier, en respectant l'environnement ».

Ce sujet revient régulièrement. Les agriculteurs bretons mettent en avant les pratiques mises en place pour verdifier l'agriculture qu'ils soient conventionnels, bio ou engagés dans une autre démarche. « En réduisant les phytos », « en supprimant les antibiotiques », ou « en répondant aux obligations diverses depuis plus de 35 ans ».

D'autres regrettent qu'en France, on demande toujours plus aux agriculteurs alors que « le conventionnel français répond aux contraintes bio des pays qui garnissent les

rayons de nos grandes surfaces ». Ils ont aussi le sentiment « d'être jetés en pâture » alors que « globalement les gens ont du mal à se faire une idée de la réalité de notre métier ».

« Valorisation de la production au juste prix »

Reste que de nombreux défis attendent l'agriculture bretonne, « créatrice d'emplois », comme le rappelle ce producteur laitier du Sud-Finistère. À commencer par la « valorisation de la production au juste prix », relève cet éleveur de porcs costarmorcain ; ou le recrutement d'une « main-d'œuvre passionnée », pour ce maraîcher.

L'agriculture de demain ? « Faut pas rêver le circuit court et le local ne vont pas nourrir tout le monde », remarque ce maraîcher, rejoint par un producteur laitier qui insiste sur la cohabitation des modèles avec « une agriculture diversifiée », tandis qu'un autre insiste pour « aller vers le bio ! ». « Le bio n'alimentera que ceux qui ont les moyens de se payer, et laissera 80 % de la population dans la précarité alimentaire », répond ce conventionnel laitier qui pointe les paradoxes du consommateur français, « qui aime le terroir et la qualité dans les sondages et qui n'est pas capable de mettre le prix pour de la qualité alimentaire ». Au final, « il y a de la place pour tout le monde ! », conclut ce maraîcher.